



# ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

## création et reprise

Question écrite n° 103578

### Texte de la question

Alerté par BGE d'Ille-et-Vilaine (réseau national d'appui aux entrepreneurs), M. Philippe Tourtelier attire l'attention de Mme la ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur les menaces pesant sur le dispositif Nacre (nouvel accompagnement à la création et reprise d'entreprise). Les BGE, qui se sont fortement engagées dans ce dispositif mis en place en 2009, comptent sur le Nacre pour atteindre les objectifs de la convention "Agir pour l'emploi". Ils sont cependant très inquiets. En effet, les conditions de re-conventionnement des opérateurs pour cette année, avec un budget alloué limité à 23 millions d'euros, soit 20 000 nouvelles entrées, ne permettront pas de correspondre, compte tenu du taux de transformation des projets, aux 20 000 prêts du protocole "Agir pour l'emploi". Face au nombre croissant de demandeurs d'emploi, pour qui la création d'entreprise peut apporter, sous réserve d'un accompagnement, une réponse appropriée en termes d'insertion professionnelle, il est regrettable que le seul dispositif d'accompagnement à la création reprise d'entreprise soit mis à mal. Aussi il lui demande de lui indiquer s'il entend doter le dispositif Nacre des moyens nécessaires à la réalisation des objectifs prévus et donc de respecter ses propres engagements.

### Texte de la réponse

Le ministre du travail, de l'emploi et de la santé a pris connaissance avec intérêt de la question relative aux préoccupations exprimées par le réseau des boutiques de gestion (BGE) sur le déploiement en 2011 du nouveau dispositif d'accompagnement pour la création et la reprise d'entreprise (NACRE) piloté par l'État et la Caisse des dépôts et consignations, au bénéfice des publics visés par les politiques publiques de l'emploi. L'enveloppe NACRE votée en loi de finances pour l'exercice 2011 est en diminution de plus de 30 % par rapport à l'enveloppe allouée en 2010 et limite en 2011 le nombre d'entrées nouvelles à 20 000, contre 30 000 en 2010. Cette diminution, rendue nécessaire par la maîtrise des finances publiques, n'a cependant pas vocation à impacter l'ensemble des opérateurs de manière uniforme ou homogène. Elle devrait être neutre pour les opérateurs les plus actifs et les plus performants à un double titre. Tout d'abord, un objectif de réduction de 25 % à 30 % du nombre d'opérateurs conventionnés dans NACRE est fixé, cet objectif devant porter ce nombre de 800 en 2010 à moins de 600 opérateurs en 2011 et, dès lors, entraîner une hausse mécanique des volumes conventionnés par opérateur. Ensuite, indépendamment même de cette première orientation, des instructions ont été données aux préfets de région afin de privilégier les partenariats avec les opérateurs témoignant des meilleurs résultats qualitatifs et quantitatifs. Par ailleurs, la baisse des objectifs en nombre de personnes accompagnées ne concerne que les nouvelles entrées 2011 et ne s'applique pas aux cohortes précédentes, qui devraient représenter cette année les deux tiers de l'activité des opérateurs, avec au moins 40 000 personnes poursuivant leur parcours. Enfin, le nombre de prêts à taux zéro, a toujours été défini comme devant représenter un taux de 80 % du nombre d'entrées de porteurs de projets en phase métier 2, c'est-à-dire la phase de structuration financière du projet et d'intermédiation bancaire. En 2010, 13 000 prêts ont été accordés. Le ministre du travail, de l'emploi et de la santé reste très sensible à l'engagement du réseau BGE dont l'implication a contribué au bon déploiement du dispositif NACRE depuis 2009, et permis d'assurer aux porteurs de projets une offre complète de services, gage de réussite et de pérennité des entreprises ainsi créées.

## Données clés

**Auteur** : [M. Philippe Tourtelier](#)

**Circonscription** : Ille-et-Vilaine (2<sup>e</sup> circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

**Type de question** : Question écrite

**Numéro de la question** : 103578

**Rubrique** : Entreprises

**Ministère interrogé** : Économie, finances et industrie

**Ministère attributaire** : Travail, emploi et santé

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le** : 29 mars 2011, page 2995

**Réponse publiée le** : 31 mai 2011, page 5904